

RÉPUBLIQUE DE L'INDE



Chef de l'État : Pratibha Devisingh Patil
Chef du gouvernement : Manmohan Singh
Peine de mort : Maintenue
Population : 1,186 milliard
Espérance de vie : 63,7 ans
Capitale : New Delhi
Superficie : 3 287 240 km²

Le pays a ratifié :
Le ***Pacte international relatif aux droits civils et politiques*** et le ***Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels***
le 10 avril 1979.

La **République de l'Inde** est un pays du sud de l'Asie qui occupe la majeure partie du sous-continent indien. L'Inde est le second pays le plus peuplé du monde après la Chine. Le nom du pays « **Inde** » est dérivé du mot « **Sindhu** » qui est l'appellation du fleuve [Indus](#) en sanskrit.

L'Inde a des frontières communes avec le [Pakistan](#) à l'ouest, la [Chine](#), le [Népal](#), et le [Bhoutan](#) au nord et au nord-est, le [Bangladesh](#) et la [Birmanie](#) à l'est. La constitution indienne reconnaît 23 langues officielles et le hindi est la langue nationale du pays. On compte aussi beaucoup d'autres langues régionales et un grand nombre de dialectes (4 000 langues différentes).

Bhopal est la capitale du **Madhya Pradesh**, qui est un État du centre de l'Inde. La ville compte environ 1,5 millions d'habitants. Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, une fuite de plusieurs milliers de produits chimiques mortels s'est produite dans l'usine de pesticides de la société Union Carbide à Bhopal. Près d'un million de personnes y ont été exposées. Entre 7 000 et 10 000 personnes ont été tuées sur le coup ou en l'espace de quelques jours, et 15 000 autres sont mortes au cours des vingt années qui ont suivi. Plus de vingt cinq ans après, les effets nocifs de la fuite des produits toxiques touchent encore de nouvelles générations.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE



La maison de **Parvati Bai** située dans le Quartier (la Colonie) des veuves affectées par les émanations de Bhopal ne contient qu'un éventail au plafond, un lit en métal et quelques casseroles et pots. Son mari, Mohan Yadav, est mort quelques mois après la fuite de gaz. Ils n'avaient pas d'enfant et ils travaillaient comme travailleurs sur la construction.

Pour payer les factures des frais médicaux et survivre parce qu'elle est si pauvre, elle a vendu sa maison pour vivre dans la Colonie. Le peu de compensations qu'elle a reçues lui ont servi à payer les intermédiaires, les avocats et des dettes. Parvati a maintenant plus de 70 ans et n'a plus la force de travailler parce qu'elle est trop faible. Elle n'est pas même reconnue comme étant sous le seuil de la pauvreté. Elle n'a donc pas droit à des subsides supplémentaires pour la nourriture.



Raes Mohammed, âgé de 62 ans, a expliqué à Amnistie internationale qu'il était un infographiste avant la catastrophe. « Le lendemain de la fuite, mes yeux coulaient. Quand je regardais la lumière, c'était comme voir 1 000 rayons. Depuis ce moment, je dois mettre des gouttes comme traitement et mes yeux ne sont jamais revenus comme avant. Je ne peux plus faire mon travail d'infographiste. »



Nanni Bai a environ 60 ans mais elle ne reçoit aucune pension et elle n'est pas admissible pour l'achat de nourriture vendue à des prix subventionnés. « Le gouvernement ne donne ni emploi ni pension. Et la seule compensation monétaire que j'ai reçue pour la mort de mon mari est épuisée depuis longtemps parce qu'il a fallu payer l'avocat et l'intermédiaire qui a fait les démarches pour moi pour que je reçoive la compensation et ensuite les factures de frais médicaux. Combien de temps cela va-t-il durer ? Comment devons-nous vivre ?